

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

***Chambre des Métiers et de
l'Artisanat – Région Pays
de la Loire***

31 décembre 2021

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT – REGION PAYS E LA LOIRE

6 BOULEBARD DES PATUREAUX

44985 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

SIREN : 130 020 688

SIRET : 130 020 688 00011 - NAF : 9411Z

.*.*.

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT – REGION PAYS E LA LOIRE**6 BOULEBARD DES PATUREAUX****44985 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****SIREN : 130 020 688****SIRET : 130 020 688 00011 - NAF : 9411Z*****.*.*.*****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2021**

A l'assemblée générale de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat – Région Pays de la Loire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat – Région Pays de la Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Chambre à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

La note « Investissements réalisés » à la page 2 de l'annexe expose le traitement comptable et les investissements immobiliers effectués ou restant en cours sur l'exercice 2021.

La note « Taxe frais Chambre de Métiers » à la page 11 de l'annexe expose le traitement comptable appliqué à la répartition du droit additionnel.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre chambre consulaire, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Chambre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Chambre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer

la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Avertin, le 10 juin 2022

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ORCOM AUDIT

JM. LECONTE

Associé

BILAN
EXERCICE 2021

ACTIF	EXERCICE			Exercice précédent net
	Brut	Amortissements	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	2 136,00		2 136,00	2 136,00
Droit au bail				
Autres	1 109 271,12	917 723,03	191 548,09	173 537,57
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 954 887,98		2 954 887,98	3 052 929,61
Agencements et aménagements de terrains	115 318,90	115 318,90	0,00	0,00
Constructions	67 010 903,26	34 744 881,20	32 266 022,06	24 490 855,40
Constructions sur sol d'autrui			0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage à caractère pédagogique	19 677 971,42	15 617 792,56	4 060 178,86	4 129 062,15
Autres	10 100 611,73	8 170 991,39	1 929 620,34	2 191 717,64
Immobilisations corporelles en cours	7 373 178,62		7 373 178,62	9 216 120,43
Avances et acomptes			0,00	0,00
Dépréciation des immobilisations (Amortissements pour ordre)		4 642 756,98	-4 642 756,98	-4 862 991,32
Sous-total	108 344 279,03	64 209 464,06	44 134 814,97	38 393 367,48
Immobilisations financières				
Participations et autres formes de participation			118 476,81	127 695,37
Prêts				
Autres			31 163,19	36 366,19
TOTAL I			44 284 454,97	38 557 429,04

ACTIF		Exercice Net	Exercice précédent net
ACTIF CIRCULANT			
Stocks		115 144,97	115 055,11
Créances			
Fournisseurs débiteurs		190 203,70	71 758,04
Clients et comptes rattachés		16 375 775,33	19 748 536,11
Personnels et comptes rattachés		2 262,07	1 573,36
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0,00	0,00
Etat et autres collectivités publiques		4 209 767,80	5 133 582,14
Autres créances		656 714,63	168 901,71
Valeurs mobilières de placement		7 909 543,08	8 909 543,08
Disponibilités			
Caisse		4 498,90	5 740,78
Comptes courants		22 069 219,79	11 158 206,16
Régie d'avance et accreditifs			
REGULARISATION			
Charges constatées d'avance		533 050,49	380 841,53
TOTAL II		52 066 180,76	45 693 738,02
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
TOTAL III		0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations			
TOTAL IV		0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		96 350 635,73	84 251 167,06

PASSIF	Exercice avant affectation	Exercice précédent avant affectation	Exercice après affectation	Exercice précédent après affectation
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Apports				
Dotation initiale	2 272 729,71	2 272 729,71	849 116,56	2 272 729,71
Dons et legs en capital	803 330,01	803 330,01	2 972,76	803 330,01
Affectation				
Réserves				
Réserves (part de droit additionnel affectée à un investissement à réaliser)	8 563 521,40	5 563 521,40	8 563 521,40	5 563 521,40
Autres réserves (réserves facultatives)	1 249 635,73	1 249 635,73	5 605 388,06	1 249 635,73
Dépréciation de l'actif (à déduire)	-787 505,00	-787 505,00	-787 505,00	-787 505,00
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	19 028 123,20	18 363 500,82	21 896 717,42	19 028 123,20
Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte)	9 842 836,47	5 664 998,53	4 842 460,32	5 000 376,15
Subventions d'investissement	49 140 676,11	44 274 489,53	49 140 676,11	44 274 489,53
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat (à déduire)	-21 739 481,80	-19 758 996,59	-21 739 481,80	-19 758 996,59
TOTAL I	68 373 865,83	57 645 704,14	68 373 865,83	57 645 704,14

PASSIF	Exercice après affectation	Exercice précédent après affectation
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 147 290,39	1 304 631,08
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices		
TOTAL II	1 147 290,39	1 304 631,08
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 255 297,24	5 821 149,85
Emprunts et dettes financières divers	24 621,67	24 456,28
Avances de l'état et autres collectivités publiques		
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs	2 474 611,51	1 253 612,24
Fournisseurs d'immobilisations	509 785,87	990 660,93
Clients et comptes rattachés	546 706,89	440 068,09
Personnel et comptes rattachés	1 999 611,52	1 601 082,96
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 351 659,23	3 047 534,36
Etat et autres collectivités publiques	8 109 122,21	5 852 472,18
Autres dettes (y. c. 47)	1 526 739,76	2 818 319,22
REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	3 031 323,61	3 451 475,73
TOTAL III	26 829 479,51	25 300 831,84
TOTAL GENERAL (I + II + III)	96 350 635,73	84 251 167,06

TABLEAU RECAPITULATIF : BUDGET DE FONCTIONNEMENT

CHARGES	Réalisations 2020 (en Euros)	Réalisations 2021 (en Euros)	PRODUITS	Réalisations 2020 (en Euros)	Réalisations 2021 (en Euros)
Charges de personnel (64	36 170 283,61	38 786 104,63	Subventions d'exploitation (74	3 874 681,89	3 719 610,63
Personnel extérieur (621)	153 363,43	169 721,22	dt ministère com.artisanat(7412)	716 396,00	794 297,00
Taxe sur les salaires (631+633)	1 652 123,36	1 782 244,03	dt région (7442)	1 742 958,86	1 592 472,75
			dt taxe d'apprentissage (7481)	240 716,69	239 713,31
Achats (60) (sauf 603)	3 927 569,75	5 010 880,65	Production stockée (71)		
Variations des stocks (603)	-49 078,13	-89,86			
Charges spécifiques (657 et 658)	183 809,35	391 869,27	Produits spécifiques (757)	8 606 451,23	6 574 872,12
Autres charges de gestion (61, 62 sauf	6 316 405,72	7 937 732,58	Produits de gestion (70, 72, 75 sauf 757)	41 807 399,25	49 349 098,44
621, 63 sauf 631 et 633, 65 sauf 657et 658)					
Dotations (681)	3 992 944,36	4 247 425,56	Reprises sur amort. et prov. d'expl. (781)	172 441,78	198 110,92
			Transfert de charges d'expl. (791)	174 629,90	410 722,06
Total charges d'exploitation	52 347 421,45	58 325 888,08	Total Produits d'exploitation	54 635 604,05	60 252 414,17
Résultat d'exploitation (+ ou -)	2 288 182,60	1 926 526,09			
Charges financières(66)	96 115,88	115 340,49	Produits financiers(76)	130 491,88	120 624,57
dt intérêts des emprunts et dettes (66116)	96 031,15	115 315,23			
Dot.amort.prov.ch.fin. (686)	4 037,00		Reprises sur prov. fin (786)	10,38	4 037,00
			Transfert de charges finan. (796)		
Total charges financières (66)	100 152,88	115 340,49	Total Produits financiers	130 502,26	124 661,57
Résultat financier (+ ou -)	30 349,38	9 321,08			
Charges exceptionnelles(67	172 633,68	150 162,60	Produits exceptionnels(77	2 864 188,85	3 062 486,75
dt v.n.c actifs cédés (675)	504,72	126 065,06	dt produits des cessions d'actif (775)	37 033,45	171 590,84
			dt quote part des subv.virée au résultat(777)	2 697 516,78	2 741 241,91
Dot.amort.prov.ch.exc. (687)	0,00	0,00	Reprises sur prov.exc (787)		
			Transfert de charges exc. (797)		
Total charges except.(67)	172 633,68	150 162,60	Total Produits d'exceptionnels (77)	2 864 188,85	3 062 486,75
Résultat exceptionnel (+ ou -)	2 691 555,17	2 912 324,15			
Impôts sur bénéfices(69)	9 711,00	5 711,00			
Total charges	52 629 919,01	58 597 102,17	Total produits	57 630 295,16	63 439 562,49
Résultat net (+ ou -)	5 000 376,15	4 842 460,32			
Totaux égaux	57 630 295,16	63 439 562,49	Totaux égaux	57 630 295,16	63 439 562,49

* Part liée aux sorties des subventions non encore amorties

TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE METIERS

Nombre d'assujettis au droit fixe (1)	41 251	SI GESTION DIRECTE D'UN CFA	
Montant du droit fixe par assujetti (2)		Charges de fonctionnement du CFA	41 731 966
Produit du droit fixe (3) = (1) * (2)		dt charges de personnel CFA (64+621)	27 814 115
(après déduction de la part CRMA)		dt taxe sur les salaires CFA et FC (6311+633)	754 062
Taux du droit additionnel par rapport au produit du droit fixe		Produits de fonctionnement du CFA	46 545 818
Produit du droit additionnel (4)		dt subv. Région (7442)	187 517
Nombre d'assujettis au droit additionnel (5)	41 251	dt taxe d'apprentissage (7481)	0
Montant moyen de droit additionnel et par assujetti(4)/(5)		dt particip.org.gestionnaire (7485)	0
		Résultat net du CFA	4 813 852
Produit de la taxe pour frais de chambres de métiers (3)+(4)	0	ChargesCFA/charges chambre (%)	71,22%

PRINCIPAUX RATIOS

1-Analyse des charges

Charges de personnel(64)/total charges d'exploitation	66,50%
Masse salariale (64+621)/total charges d'exploitation	66,79%
Charges de personnel(64)/nb.d'assujettis	940,25
Masse salariale (64+621)/nb.d'assujettis	944,36
Indemnités de présence (653)/nb.d'assujettis	6,75

2-Analyse des produits

Produits spécifiques (757)/total des produits d'exploitation	10,91%
Ress.TFCMA+Dt Addit.(7574+7487)/total des prdts d'exploitation	10,60%

2-Analyse financière

((Rbt.emprunt(164 emplois+66116)-mt subventionné))/total prdts spécif. (757+7487)	10,36%	(avertisseur si >10%)
Emprunts et dettes assimilées (16)/capacité d'autofinancement	0,86	(avertisseur si >5)
Capitaux propres (10à13)/emprunts et dettes assimilées (16)	12,95	(avertisseur si <1)

Annexe aux Comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et ce, conformément aux principes suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes,
- indépendance des exercices.

Il est fait application du référentiel comptable du Réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat, conformément à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2012.

REGLES DE RATTACHEMENT DES SUBVENTIONS

Les subventions d'exploitation font l'objet de conventions écrites prévoyant la périodicité de la subvention et son utilisation.

A chaque fin d'exercice concerné est effectuée la comptabilisation de la part de subvention évaluée en fonction des critères figurant dans la convention de financement.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Tableau des immobilisations

<i>Situations et mouvements (b) Rubriques (a)</i>	<i>Valeur brute au 01/01/2021 (€) (1)</i>	<i>Augmentations (€) (2)</i>	<i>Diminutions (€) (3)</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice (€) (1)+(2)-(3)</i>
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 356 316,62 €	117 508,50 €	362 418,00 €	1 111 407,12 €
<i>Immobilisations corporelles</i>	99 633 888,36 €	9 849 983,59 €	2 251 000,04 €	107 232 871,91 €
<i>Immobilisations financières</i>	168 098,56 €	698,04 €	19 156,60 €	149 640,00 €
TOTAL	101 158 303,54 €	9 968 190,13 €	2 632 574,64 €	108 493 919,03 €

Tableau des amortissements

<i>Situations et mouvements (b) Rubriques (a)</i>	<i>Montant des amortissements cumulés au 01/01/2021 Compte 28 (€) (1)</i>	<i>Dotations de l'exercice Compte 68 (€) (2)</i>	<i>Diminution d'amortissements de l'exercice (€) (3)</i>	<i>Montant des amortissements cumulés à la clôture de l'exercice (€) (1)+(2)-(3)</i>
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 180 643,05 €	99 497,98 €	362 418,00 €	917 723,03 €
<i>Immobilisations corporelles</i>	61 416 194,45 €	4 013 778,16 €	2 138 231,58 €	63 291 741,03 €
<i>Immobilisations financières</i>	- €			- €
TOTAL	62 596 837,50 €	4 113 276,14 €	2 500 649,58 €	64 209 464,06 €

Durées d'amortissements

Nature des immobilisations	durée minimale	durée maximale
Immeubles d'habitation ou commerciaux	25 ans	50 ans
Immeubles industriels	20 ans	
Constructions légères	20 ans	40 ans
Mobilier de bureau	10 ans	
Mobilier pédagogique	5 ans	8 ans
Matériel pédagogique	5 ans	10 ans
Véhicules	5 ans	10 ans
Logiciels	1 an	3 ans
Matériel informatique et bureautique	3 ans	5 ans

Investissements réalisés

(hors immobilisations financières et avances et acomptes versés sur immobilisations)

		FINANCEMENTS				
INVESTISSEMENTS 2021 (hors immo en cours)		REGION	TA	TFCMA	AUTRES	FONDS PROPRES
DELEGATION 44						
Autres immob.incorporelles (logiciels, licences,...)	11 488,80					100,00%
Divers travaux Saint Nazaire	33 909,84					100,00%
Matériels pédagogiques	361 288,55	12,21%	27,61%		34,57%	25,60%
Matériels informatiques pédagogiques	87 472,84	22,39%			22,00%	55,61%
Mobiliers pédagogiques secteur boucherie	42 462,00	50,00%				50,00%
Mobiliers pédagogiques	10 739,52	50,00%				50,00%
Caisse self : moniteur et logiciel	17 334,68					100,00%
Mobiliers (bureaux et vestiaires)	4 264,04					100,00%
URMA LOIRE ATLANTIQUE	568 960,27	15,87%	17,53%	0,00%	25,34%	41,26%
Réhabilitation CIFAM 1	5 292 380,15	61,14%	1,77%		20,50%	16,59%
Divers travaux URMA SL	74 329,83	58,60%				41,40%
Remplacement VMC	10 810,20					100,00%
Ralentisseurs et marquage au sol parking	3 805,10					100,00%
Remplacement télé-alarme + divers	1 559,13					100,00%
Matériel informatique	2 125,89					100,00%
Siège	5 385 010,30	60,89%	1,74%	0,00%	20,15%	17,22%
Sous-total délégation 44	5 953 970,57	3 369 379,92	193 340,34	0,00	1 229 196,96	1 162 053,35
DELEGATION 49						
logiciels	5 401,20					100,00%
Matériels informatiques pour la pédagogie (ENI)	5 202,83				49,00%	51,00%
Matériels informatiques pour la pédagogie (ENI)	6 219,08				40,00%	60,00%
Téléphonie IP	17 275,94					100,00%
Matériels pédagogiques secteur mécanique	3 599,64					100,00%
Matériels pédagogiques secteur carrosserie	23 227,94					100,00%
Matériels pédagogiques secteur carrosserie peinture	59 258,61				97,87%	2,13%
Matériels pédagogiques secteur boulangerie	2 322,00				45,87%	54,13%
Matériels SST	5 397,61					100,00%
URMA MAINE ET LOIRE	127 904,85	0,00%	0,00%	0,00%	50,11%	49,89%
Siège	0,00					100,00%
Sous-total délégation 49	127 904,85	0,00	0,00	0,00	64 098,54	63 806,31
DELEGATION 53						
Autres immobilisations incorporelles	6 670,20					100,00%
Matériels pédagogiques secteur alimentaire	356 637,73		55,50%		7,41%	37,09%
Matériels pédagogiques secteur mécanique	3 009,66					100,00%
Matériels pédagogiques secteur restauration	6 871,27					100,00%
Matériels pédagogiques secteur bâtiment	34 481,05					100,00%
Agencements divers (Fibre optique)	99 308,25					100,00%
Matériels informatiques	68 158,43	3,95%			7,70%	88,35%
Mobiliers	69 270,92	13,30%				86,70%
Matériels divers	908,40					100,00%
URMA MAYENNE	645 315,91	1,85%	30,67%	0,00%	4,91%	62,57%
Constructions (labo.boulangerie, pâtisserie, bouch.charc.)	4 531 727,36	61,00%			21,00%	100,00%
Siège	4 531 727,36					100,00%
Sous-total délégation 53	5 177 043,27	2 776 257,06	197 931,65	0,00	983 350,19	1 219 504,37

		FINANCEMENTS				
INVESTISSEMENTS 2021 (hors immo en cours)		REGION	TA	TFCMA	AUTRES	FONDS PROPRES
DELEGATION 72						
Informatique et logiciel	6 821,41					100,00%
Remplacement portes livraison	7 128,00					100,00%
Outils/agencements techniques	18 224,45					100,00%
Aménagement divers (transf.cuisine, TS)	2 211,36					100,00%
Matériels divers	1 493,61					100,00%
Defibrillateurs	4 171,00					100,00%
Mobilier fleuriste/salle info./salle de cours/administratif	2 539,13					100,00%
URMA SARTHE	42 588,96	0,00%	0,00%	0,00%	0,03%	100,00%
Informatique et logiciel	7 863,36					100,00%
Chaudière	53 876,00					100,00%
Siège	61 739,36	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
Sous-total délégation 72	104 328,32	0,00	0,00	0,00	0,00	104 328,32
DELEGATION 85						
Logiciels : TRY ADE - YMAG - IP3G - VISATIV	11 484,60					100,00%
Matériel divers : chariots manutention et mobile	2 629,21					100,00%
Agencements - réfection salles informatiques BT C et BT D	32 503,84					100,00%
Equipements pédagogiques Méca : ANFA 2021	31 894,80				100,00%	
Equipements pédagogiques Méca : OPCO Mob 2021	48 454,99				49,00%	51,00%
Equipements pédagogiques Méca : OPCO Mob 2021	49 740,00				49,00%	51,00%
Agencements - réfection salle de travail enseignants	18 239,29					100,00%
Agencements - réfection salle de détente enseignants	20 241,18					100,00%
Matériel informatique - serveur adm et pédago	6 248,50					100,00%
Agencements - Ethernet et élec.sur salle travail enseignants	20 272,04					100,00%
Mobilier	911,21					100,00%
Self - renouvel.matériels et outillages restauration (Convivio)	15 614,82				100,00%	
URMA VENDEE	258 234,48	0,00%	0,00%	0,00%	37,03%	62,97%
Générateur d'ozone - ECO DEFI	1 511,92					100,00%
Siège	1 511,92					100,00%
Sous-total délégation 85	259 746,40	0,00	0,00	0,00	95 624,19	164 122,21
CMAR siège						
Autres immob.incorporelles (logiciels, licences...)	12 083,70			100,00%		0,00%
Plateforme numérique PRC	54 942,00			100,00%		0,00%
Développement Linéo	10 380,00			100,00%		0,00%
Ordinateurs de bureau et portables	55 429,22			100,00%		0,00%
Bornes Wifi DD49 et DD72	6 822,00			100,00%		0,00%
Renouvellement onduleurs + batterie	7 084,90			100,00%		0,00%
Refonte serveur siège CMAR + DD72	28 259,07			100,00%		0,00%
Lecteur RDX sauvegarde hors ligne SI44	3 801,60			100,00%		0,00%
Matériels TOLP DD49 postes tel.& licences	8 637,98			100,00%		0,00%
Sous-total CMAR siège	187 440,47	0,00	0,00	187 440,47	0,00	0,00
TOTAL CMAR PAYS DE LA LOIRE	11 810 433,88	6 145 636,98	391 271,99	187 440,47	2 372 269,88	2 713 814,56

Immobilisations en cours au 31/12/2021 : 7.373.178,62 €

Un investissement immobilier, de 50.154.000 € débuté en 2016, est toujours en cours.

Des bâtiments ont été mis en service :

- URMA Loire-Atlantique 5.292.380,15 € (2021)
- URMA Mayenne 9.005.213,36 € (2019 - 2021)
- URMA Sarthe 5.546.440,00 € (2019 - 2020)

et des immobilisations en cours sont comptabilisées au 31/12/2021 sur les sites de :

- URMA Loire-Atlantique 2.316.888,71 €
- URMA Maine et Loire 687.064,53 €
- URMA Mayenne 1.252.612,95 €
- URMA Vendée 93.900,00 €

pour un total de 24.194.499,70 €.

Cet investissement est financé pour 64 % par une subvention de la Région et 13 % par une subvention de l'état.

Des immobilisations en cours sont également comptabilisées pour :

- le réaménagement du siège de la CMAR (2.772.657,71 €), et du siège de la délégation du Maine et Loire (176.316,65 €)
- du matériel pédagogique à l'URMA Maine et Loire (20.306,51 €)
- du mobilier à l'URMA Mayenne (52.828,80 €)
- des honoraires à l'URMA Sarthe (182,76 €)
- un logiciel (420 €).

Le programme de réhabilitation de l'URMA Maine et Loire et de la délégation du Maine et Loire ont induit un amortissement accéléré des constructions et des agencements des installations. La méthode appliquée est l'amortissement des valeurs nettes comptables de ces actifs présents au 31 décembre 2017 sur une durée de 4 ans. Ces biens étant financés par des subventions, les subventions non encore amorties au 31 décembre 2017 ont été rapportées au résultat sur une durée équivalente à 4 ans.

Ce changement d'estimation induit pour l'URMA Maine et Loire une augmentation des dotations aux amortissements de 283.259,61 € et des quotes parts de subventions rapportées au résultat de 176.749,65 € soit un impact net de – 106.509,96 € sur le résultat 2021.

Il en est de même pour la délégation du Maine et Loire, l'augmentation des dotations aux amortissements s'élève à 96.034 € et des quotes parts de subventions rapportées au résultat de 78.895,96 € soit un impact net de – 17.138,04 € sur le résultat 2021.

Tableau des dépréciations

<i>Situations et mouvements (b) Rubriques (a)</i>	<i>Dépréciations au 01/01/2021 (€) (1)</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice (€) (2)</i>	<i>Diminutions: reprises de l'exercice (€) (3)</i>	<i>Dépréciations à la fin de l'exercice (€) (1)+(2)-(3)</i>
<i>Immobilisations incorporelles</i>	- €			- €
<i>Immobilisations corporelles</i>	- €			- €
Immobilisations financières	4 037,00 €		4 037,00 €	- €
Stocks	- €			- €
Créances	37 044,80 €	119 620,07 €	26 240,86 €	130 424,01 €
TOTAL	41 081,80 €	119 620,07 €	30 277,86 €	130 424,01 €

Tableau des provisions

<i>Situations et mouvements (b) Rubriques (a)</i>	<i>Montant des provisions comptabilisées au 01/01/2021 (€) (1)</i>	<i>Dotations de l'exercice (€) (2)</i>	<i>Reprises de l'exercice (€) (3)</i>	<i>Montant des provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice (€) (1)+(2)-(3)</i>
<i>Provisions pour risques</i>	- €			- €
- <i>Provisions pour litiges</i>	30 000,00 €	5 375,37 €	30 000,00 €	5 375,37 €
- <i>Autres provisions pour risques</i>	- 0,00 €			- 0,00 €
<i>Provisions pour charges</i>	- €			- €
- <i>Prov.p/indem.départ en retraite</i>	1 274 631,08 €	9 154,00 €	141 870,06 €	1 141 915,02 €
TOTAL	1 304 631,08 €	14 529,37 €	171 870,06 €	1 147 290,39 €

Conformément au référentiel comptable du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat, il a été comptabilisé une provision couvrant la totalité des engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite. Cette provision est calculée selon les dispositions de l'article 37 du statut du personnel des Chambres de Métiers et de l'Artisanat en matière d'indemnité de fin de carrière.

Pour ce calcul, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Taux de turn-over supposé constant : 5 %,
- Taux d'actualisation supposé constant : 0,83 %,
- Taux de revalorisation du point supposé constant : 0,25 %.

Stocks

Ils sont évalués au prix d'achat :

- Matières premières et fournitures en stock au 31/12/2021 \Rightarrow 115.144,97 €.

Valeurs Mobilières de Placement

A fin décembre, ce stock est constitué de comptes à terme et de livrets.

Au 31/12/2021, ce poste s'élève à 13.874.029,72 €.

Créances

Créances	Montant net au bilan (€)	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'un an (€)	Échéances à plus d'un an (€)
Créances de l'actif immobilisé : <i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Autres créances immobilisées</i>			
Créances de l'actif circulant :			
<i>Créances résultant de ventes ou de prestations de services et comptes rattachés</i>	16 375 775,33 €	16 375 775,33 €	
<i>Créances diverses</i>	5 058 948,20 €	5 058 948,20 €	
Charges constatées d'avance	533 050,49 €	533 050,49 €	
TOTAL	21 967 774,02 €	21 967 774,02 €	- €

Charges constatées d'avances

Elles concernent les charges d'exploitation.

Dettes

Dettes	Montant net au bilan (€)	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'un an (€)	Échéances à plus d'un an (€)	Échéances à plus de 5 ans (€)
Emprunts et dettes financières diverses	5 255 297,24 €	437 865,58 €	1 397 629,09 €	3 419 802,57 €
Dépôts et cautionnements reçus	24 621,67 €			24 621,67 €
Dettes sur achats et prestations de services et comptes rattachés	2 984 397,38 €	2 984 397,38 €	- €	
Dettes fiscales et sociales	13 460 392,96 €	13 460 392,96 €		
Dettes sur valeurs immobilisées et comptes rattachés				
Dettes diverses	2 073 446,65 €	2 073 446,65 €		
Produits constatés d'avance	3 031 323,61 €	3 031 323,61 €		
TOTAL	26 829 479,51 €	21 987 426,18 €	1 397 629,09 €	3 444 424,24 €

ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT

Informations relatives à certaines indemnités et frais de personnel

Indemnités des personnels

Type d'indemnités	Montant en €
Indemnités fondées sur l'article 24 du statut des personnels (13 ^{ème} mois)	1 872 914,42 €
Indemnités fondées sur l'article 25-1 du statut des personnels (Primes de sujétion)	180 500,00 €
Indemnités fondées sur l'article 25-2 du statut des personnels (Primes d'objectif ou de résultat)	
Avantages locaux fondés sur l'article 77 du statut des personnels (comptes 647400+648100+645210+645220+VF+Ch cad)	681 757,07 €
Divers (y compris supplément familial des personnels détachés de la fonction publique) (compte 648800- les ch cad) + 648200	44 883,44 €
TOTAL	2 780 054,93 €

Frais de déplacements, de missions, de réceptions et de représentation

Montants en €	Compte 6254: Déplacements	Compte 62564 Missions (Repas + hébergement)	Compte 6257: Réception	Compte 6258: Frais de représentation
Président	30 446,63 €	6 614,90 €	9 747,53 €	
Bureau hors Président	9 089,28 €	6 209,21 €	4 354,16 €	
Membres élus hors bureau	15 615,01 €	4 024,48 €	12 577,50 €	

Indemnités de fonctions et vacations (compte 653)

Montants en €	Indemnités de fonctions	Vacations
Président	174 380,43 €	
Trésorier	22 854,54 €	
Bureau hors président et hors trésorier		40 231,62 €
Dont président de section si CMAR	124 364,43 €	
Membres élus hors bureau		40 059,69 €
TOTAL	197 234,97 €	80 291,31 €

Informations relatives aux subventions en exonération de la taxe d'apprentissage

1. Collecte de la taxe d'apprentissage

7584. Produits de gestion : collecte taxe d'apprentissage (€)	- €
---	-----

2. Taxe utilisée par la chambre collectrice pour elle-même

7481. Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage -fonctionnement (€)	239 713,31 €
134181. Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage - investissement (€)	- €
467430. Crédoeurs divers - reliquat de taxe	- €
Total taxe d'apprentissage reçue (€)	239 713,31 €

Reliquat de Taxe d'Apprentissage

Au 31/12/2021 la réserve de taxe d'apprentissage s'élève à 833.383,72 €.

	URMA CIFAM - LOIRE ATLANTIQUE	URMA IMA - MAYENNE	TOTAL
Solde au 01/01/2021	933 136,06 €	197 931,65 €	1 131 067,71 €
Affectation 2021			- €
Prélèvement 2021	- 99 752,34 €	- 197 931,65 €	- 297 683,99 €
Solde au 31/12/2021	833 383,72 €	- €	833 383,72 €

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels sont principalement constitués des quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat.

Taxe frais Chambre de Métiers

A partir de 2021, CMA France répartit chaque année le produit de la taxe qui lui est affectée entre les chambres de métiers et de l'artisanat de région, après avoir déduit une quote-part pour son financement. Le montant accordé pour 2021 s'élève à 9.574.339 €.

Affectée en fonctionnement :

Compte 757400 Ressources de fonctionnement :	6.386.898,53 €
--	----------------

Affectée en investissement :

Compte 104110 : subvention état droit additionnel supplémentaire	187.440,47 €
Compte 106100 : Réserves droit additionnel	3.000.000,00 €

Honoraires

Le montant total des honoraires du Commissaire aux Comptes figurant au compte de résultat s'élève à 42.916,51 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Effectif

Effectif au 31/12/2021 :

	ETP	Nombre d'agents
CDI	52,47	56
CDD	308,97	321
Stagiaires	11,00	11
Titulaires	455,73	477
Sous total	828,17	865
Vacataires	9,14	40
Autres (1)	1,00	1
Total	838,31	906

1) Contrats de droit privé : apprentissage, contrats aidés

Répartition par catégorie :

	Employé	Technicien	Maîtrise	Cadre	Cadre supérieur	SGA	SG	Total
Hommes	9	16	14	318	10	3	1	371
Femmes	29	59	87	312	6	1		494
	38	75	101	630	16	4	1	865

IMMOBILISATIONS EN CREDIT-BAIL

IMMOBILISATIONS EN CREDIT-BAIL

Immobilisations immobilières et mobilières (€) (1)	Coût d'entrée (€) (2)	Dotations aux amortissements		Valeur nette (€)
		de l'exercice (€) (3)	cumulées (€) (3)	
Citroën Berlingo	11 463,12	2 292,62	7 068,91	2 101,59
Atlantique bail 2 serveurs	78 653,83	15 730,77	41 948,72	20 974,34
Matériels informatiques	496 969,03	158 754,00	0,00	338 215,03
Matériels URMA 85	136 090,80	18 145,44	0,00	117 945,36
Matériels URMA 53	708 975,36	5 908,13	0,00	703 067,23
TOTAUX	1 432 152,14	200 830,96	49 017,63	1 182 303,55

(1) Postes à subdiviser en tant que de besoin.

(2) Valeur des biens au moment de la signature des contrats.

(3) Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis, ainsi que montant cumulé des amortissements au titre des exercices précédents avec mention du mode d'amortissement retenu.

ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

Immobilisations immobilières et mobilières (€) (1)	Redevances payées		Redevances restant à payer (€)	Prix d'achat résiduel (€) (5)
	de l'exercice (€)	cumulées (€) (4)		
Citroën Berlingo 60929-00-0	2 312,16	7 129,16	2 119,48	114,64
Atlantique bail 2 serveurs	15 755,28	43 327,02	19 694,10	786,53
Matériels informatiques	165 836,59	0,00	331 673,18	4 969,69
Matériels URMA 85	20 617,52	0,00	116 832,63	1 360,91
Matériels URMA 53	11 934,29	0,00	704 123,01	7 089,76
TOTAUX	216 455,84	50 456,18	1 174 442,40	14 321,53

(1) Postes à subdiviser en tant que de besoin.

(4) Montant cumulé des redevances des exercices précédents.

(5) Selon le contrat.

AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Bail emphytéotique au profit de l'AFORBAT.

Suivant acte notarié du 26 novembre 1982, la Chambre de Métiers a donné à bail emphytéotique à l'AFORBAT pour une durée de 99 années à terme le 23 décembre 2073, un terrain sis à ANGERS, rue Darwin, d'une contenance de dix-neuf mille cinq cent soixante-douze mètres carrés cadastré, section :

IK n°96 – 9 404 m²,
IK n°95 – 1 400 m²,
IK n°153 – 164 m²,
IK n°154 – 6 798 m²,
IK n°157 – 1 806 m².

Bail emphytéotique au profit de Val de Loire.

Suivant acte reçu notarié du 30 juillet 1975, la Chambre de Métiers a donné à bail emphytéotique à la société Le Val de Loire, pour une durée de 65 années à terme le 31 décembre 2039, un terrain sis à ANGERS, rue Lamarck, d'une contenance de sept mille cent quatre-vingt-douze mètres carrés cadastré, cadastré section IK n°80.

Suivant acte reçu notarié du 17 octobre 1991, la Chambre de Métiers a donné à bail emphytéotique à la société Le Val de Loire, pour une durée de 48 années à terme le 31 décembre 2039, un terrain sis à ANGERS, rue Lamarck, d'une contenance de six ares soixante-huit centiares, cadastré section IK n°257.

Bail à construction au profit de La Chambre syndicale de la coiffure et de l'esthétique de la Sarthe

Suivant acte reçu notarié du 4 septembre 1989, la Chambre de Métiers de la Sarthe a accordé un bail à construction à La Chambre syndicale de la coiffure et de l'esthétique de la Sarthe, pour une durée de 50 années et finissant le 31 août 2039. Ce bail concerne un terrain à bâtir, 187 rue Henri Champion au Mans, cadastré EL n°117 187 d'une superficie de six ares dix centiares.